

# SENEGAL



## CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revue de la performance nationale

### COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (sur 11 PD appuyant le secteur, 16 PD ont participé), les organisations de la société civile (14 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (19 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées en fonction de 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques de CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques par rapport à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand ils sont pertinents.

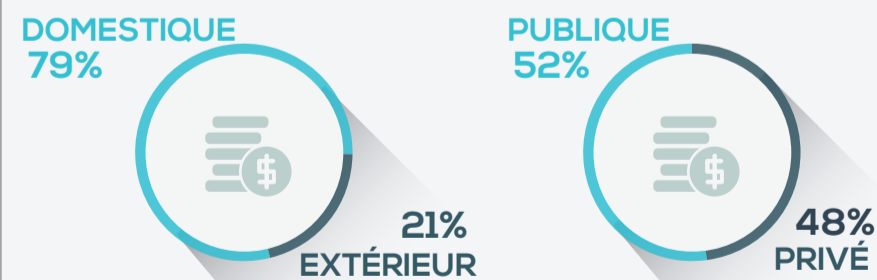
Voir [www.internationalhealthpartnership.net/senegal](http://www.internationalhealthpartnership.net/senegal) pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.



### DEPENSES NATIONALES DE SANTE

Dépenses totales de santé par habitant **\$50.00**

Sources des dépenses nationales de santé



Source: OMS / Comptes Nationaux de la Santé 2014

## ENGAGEMENT

DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE



### LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

#### Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ?



Intervenants qui ont appuyé la revue conjointe

L'Etat comme les partenaires utilisent le PNDS comme référentiel pour les négociations sur le financement du Secteur. Ainsi, avec l'introduction du DPPD qui est un document de planification pluriannuel des Dépenses et les PTA qui sont les outils opérationnels, les appuis au développement sont mieux structurés.



### LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ?



La régularité de la tenue des comités internes de suivi (CIS) précédés des Missions Conjointes de Suivi (MCS) et de la revue annuelle nationale (RACN) concertée et les Revues annuelles Concertées régionales illustrent les efforts de redevabilité mutuelle. L'ensemble des programmes appuyés par les PTF dispose de manuel de procédures structurant la redevabilité mutuelle.

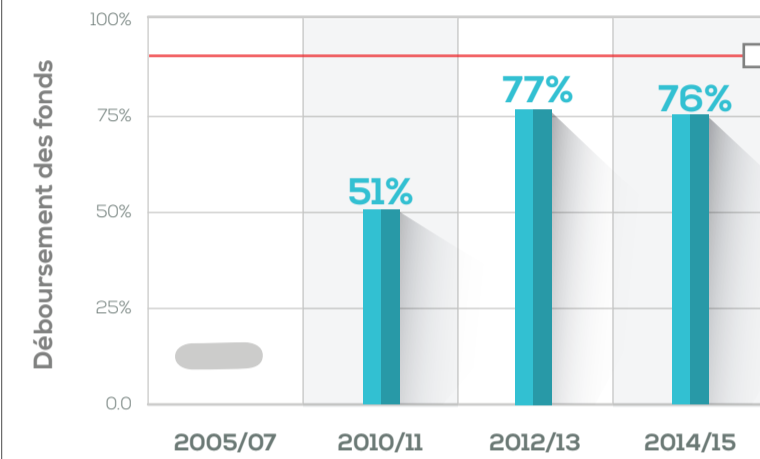
## ENGAGEMENT

D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

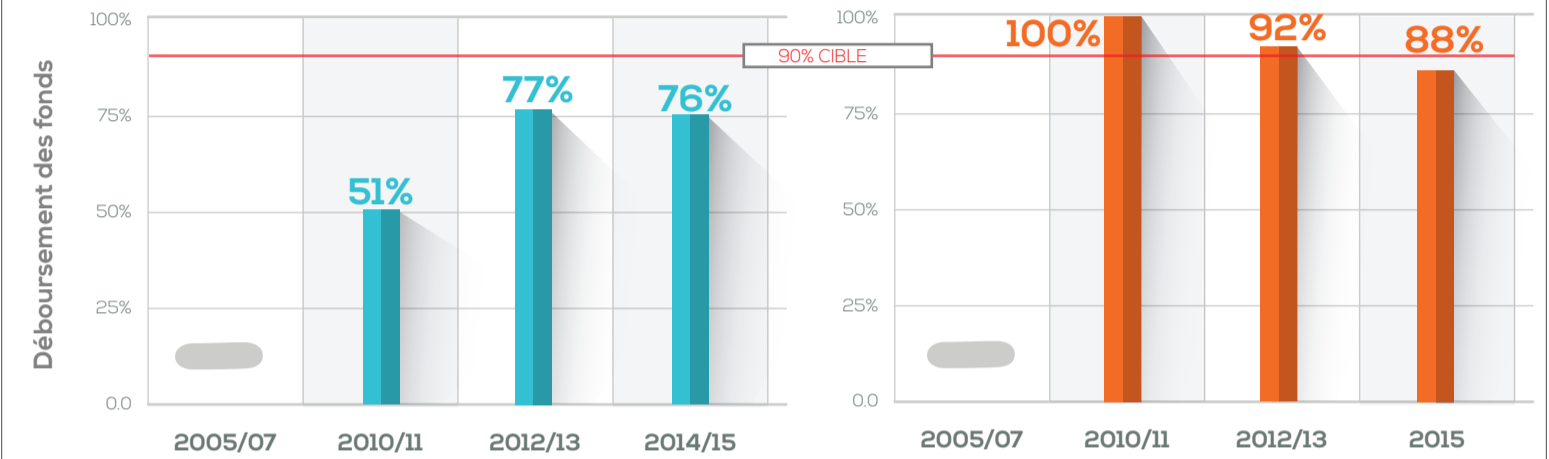


### LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE

#### Le budget de l'Etat exécuté comme prévu



#### Les fonds des PD versés au gouvernement comme prévu



#### Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place:



45% des PD participants ont communiqué au MS leurs plans de financement pour les 3 années suivantes.

L'existence d'une cellule de passage des marchés au niveau du Cabinet et la mise en place d'instruments et de ressources pour le renforcement des capacités illustrent la volonté de l'Etat d'inscrire ses actions dans la transparence. L'appui budétaire est l'option prise par la majeure partie des PTF. D'autres partenaires, même s'ils gèrent directement leurs ressources, utilisent les procédures actuelles de l'Etat en matière de gestion budgétaire.



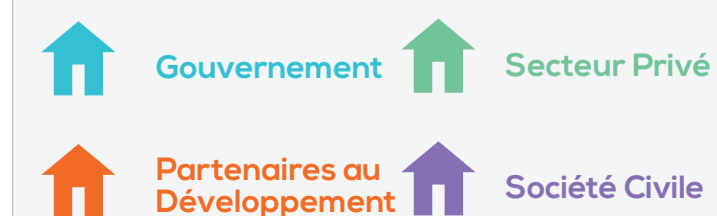
### L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX



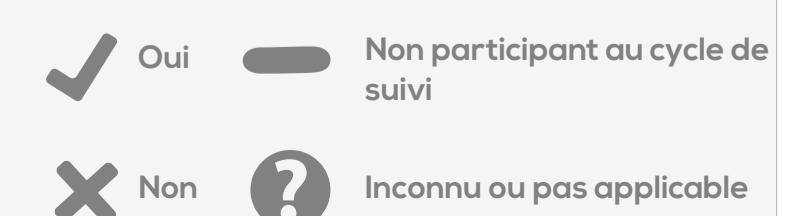
L'appui budétaire est l'option prise par la majeure partie des PTF. D'autres partenaires même s'ils gèrent directement leurs ressources, utilisent les procédures actuelles de l'Etat en matière de gestion budgétaire.

### LÉGENDE

Codes couleurs des données



Symbols



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp results

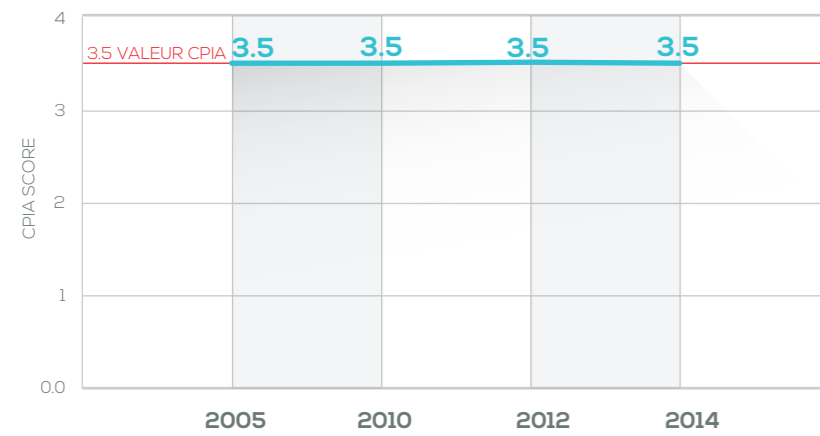
# ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU P AYS



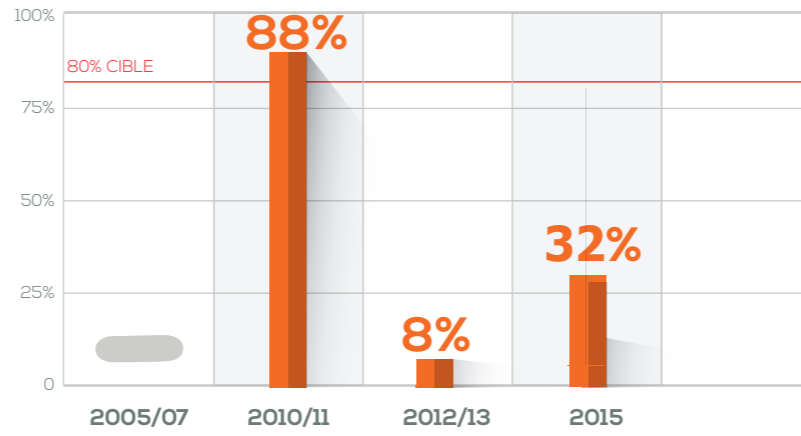
## LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

Pourcentage des fonds des PD utilisant les systèmes GFP



**50%**

50% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place au renforcement du système de GFP et au renforcement des capacités

Avec l'avènement des CDMT/CDSMT, puis le DPPD, et les PTA dans le cadre de l'introduction de la réforme des finances publiques dans l'espace UEMOA, l'Etat a mis en place une meilleure lisibilité du système avec plus de cohérence dans l'utilisation des ressources. La gestion est maintenant axée sur les résultats.



## LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



**60%**

60% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

**50%**

50% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place au renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi qu'un renforcement des capacités.

L'existence d'une cellule de passation des marchés au niveau du Cabinet et la mise en place d'instruments et de ressources pour le renforcement des capacités illustrent la volonté de l'Etat d'inscrire ses actions dans la transparence.



## L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD SOUTIEN POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



**30%**

30% des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?

PARFOIS

**70%**

70% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

La coopération sud-sud est encore faible sauf du côté de la recherche où d'importants programmes appuyés par les partenaires renforcent la coopération entre les chercheurs des pays du sud. Dans ce cadre, le Sénégal est membre de West African Network Tuberculosis, Aid and Malaria (WANETAM) regroupant le Mali, le Sénégal, la Gambie, le Burkine Faso, la Guinée Bissau, le Ghana, et le Nigeria

# ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



## ENGAGEMENT PRIS PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)



Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé

**64%**

85% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Le gouvernement fournit des ressources financières

**8%**

31% des OSC reçoivent des ressources financières



Le gouvernement fournit de la formation

**14%**

46% des OSC bénéficient de formations

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)

**100%**

Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé

**67%**

67% des OSC confirment qu'elles sont consultées

**50%**

Les PD fournissent des ressources financières

**50%**

50% des OSC reçoivent des ressources financières

**60%**

Les PD fournissent de l'assistance technique

**40%**

40% des OSC reçoivent de l'assistance technique



## ENGAGEMENT PRIS PAR LE SECTEUR PRIVE



Avant 2014, la participation du secteur privé n'avait pas fait l'objet d'une gestion optimale



Mise en place d'une alliance du secteur privé et évaluation du secteur privé



Souhait du ministère de la santé de voir le privé prendre en compte l'objectif de la CMU



Création de la division du partenariat et la division de la médecine privée et médecine du travail illustrent la volonté de l'Etat de valoriser le potentiel du secteur privé.



Dans le PSE, une part importante est réservée au secteur privé avec la conception de projets majeurs tels que "Dakar Medical city".



www.internationalhealthpartnership.net/senegal